

Voilà qui représente un équilibre précaire. Et la donne internationale renferme un dangereux joker - le protectionnisme - grande inconnue qui peut faire pièce à la croissance et à la reprise.

Les gouvernements de tous les pays industrialisés ont été soumis à de fortes pressions protectionnistes dans le sillage de la dernière récession. Ils ont presque tous jugé nécessaire, pour une raison ou une autre, de fournir une partie de la protection demandée. Et il ne s'agit pas non plus de la vieille forme de protection tarifaire, qui avait au moins l'avantage d'avoir des effets visibles et prévisibles.

Le nouveau protectionnisme est bien moins transparent, plus perfide et beaucoup plus difficile à contrer pour l'exportateur qui agit seul. Il est appliqué par le biais de diverses mesures non tarifaires prises à la frontière, comme les ententes d'autolimitation des exportations, les arrangements de commercialisation ordonnée et la modification des normes techniques. Outre ces barrières, on recourt souvent à des mesures industrielles et sectorielles -- d'imposition, de subventionnement, de réglementation et d'achat -- qui, appliquées pour toutes sortes de raisons de politique intérieure, n'en ont pas moins un effet protectionniste. Tout ceci mine sérieusement le système commercial multilatéral ouvert qui a été si soigneusement édifié au cours des quarante dernières années et dont vous avez besoin pour conserver votre accès à vos marchés d'exportation.

Aux sommets économiques de Williamsburg et de Londres, les gouvernements des grands pays industrialisés ont demandé le renversement de cette tendance. Mais la réponse tarde. On estime maintenant que quelque 44 % de l'ensemble du commerce des membres de l'OCDE - y compris l'agriculture - sont assujettis à une forme quelconque de restrictions non tarifaires, et que cela pourrait aller jusqu'à 20 % dans le cas du commerce des articles manufacturés. Avec toutes ces pressions qui s'accumulent, on peut à juste titre se demander si notre système commercial est encore véritablement ouvert.

Et en plus, on assiste à une révolution d'ampleur mondiale. C'est la révolution technologique. Comme pour toutes les autres révolutions, vous lui emboîtez le pas ou vous êtes piétiné par elle.

C'est là le véritable visage du monde dans lequel nous vivons. Nous pouvons essayer de nous en échapper ou essayer de contrôler la situation. Notre gouvernement veut que le Canada soit en prise directe sur les événements qui nous touchent. Nous devons trouver ensemble - avec les provinces, le monde des affaires et les syndicats - la façon de relever ce défi. Il ne fait cependant aucun doute dans mon esprit que les Canadiens veulent le relever.